

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'industrie du futur, à Paris le 23 mai 2016.

Madame, Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Responsables d'entreprises partenaires de la Nouvelle France industrielle,

Je tenais à accueillir ici à l'Élysée - qui n'est pas un bâtiment qui a été nécessairement préparé pour cet événement, même s'il s'est adapté - finalement c'est aussi un symbole : l'Élysée s'adapte toujours à ce que doivent être les défis de demain. Je voulais donc accueillir ici, à l'Élysée, cet événement de la Nouvelle France industrielle pour son anniversaire puisque cela fait maintenant un an qu'ici même nous avons lancé cette ambition. C'est l'occasion, avec les ministres Emmanuel MACRON, Axelle LEMAIRE et Thierry MANDON de mesurer le chemin parcouru et de faire en sorte que nous puissions ouvrir de nouvelles perspectives ainsi que ceux qui m'ont précédé, l'ont exposé.

Nous pourrions nous dire qu'il y a eu cette initiative, qu'il y a lieu de la laisser vivre et que l'économie va faire le reste. Je considère qu'il nous faut accélérer, accélérer encore, pour plusieurs raisons : d'abord parce que je me suis déjà exprimé là-dessus l'économie va mieux £ c'est quand ça va mieux qu'il faut aller encore plus vite. Dire que ça va mieux, ce n'est pas une répétition, une invocation, encore moins une provocation, c'est une réalité. Ça va mieux pour les entreprises, elles retrouvent les marges d'avant la crise, ce qui d'ailleurs explique le rebond de l'investissement. Ça va mieux pour les salariés parce que le pouvoir d'achat a connu l'année dernière sa plus forte progression et là encore, on peut en avoir la preuve à travers la reprise de la consommation £ et ça va mieux pour la France parce que la croissance revient, encore insuffisamment mais elle est là et que la tendance est la diminution du chômage.

Ces signes-là ne sont pas que conjoncturels. Bien sûr, ils s'expliquent par les mouvements de l'économie mondiale, par l'amélioration de la situation dans la zone euro mais aussi par des raisons structurelles : ce sont les fruits concrets de ce que nous avons fait ensemble depuis 2012 et le cap que nous avons fixé. Au cur de cette stratégie, il y a la politique industrielle. Ça a été dit par monsieur VARIN, l'industrie occupe dans notre pays une place qui va bien au-delà de sa part dans la production nationale. C'est dans l'industrie que se situent les fleurons que nous connaissons depuis longtemps mais aussi les nouveaux acteurs que sont les start-up ou que sont les nouvelles technologies telles qu'elles sont mises en uvre par nos entreprises dans des domaines aussi différents que l'automobile, la pharmacie, la mobilité en passant par le luxe ou l'agroalimentaire. Secteurs traditionnels et secteurs nouveaux, maintenant, ne se distinguent plus. Bien sûr qu'il y a de nouveaux champs, de nouveaux défis, de nouveaux produits qu'il nous faut imaginer mais c'est dans l'industrie que nous devons trouver leur lieu d'exploitation. C'est également dans l'industrie que l'on dégage des gains de productivité qui sont déversés dans tous les autres secteurs et qui permettent d'améliorer le service aux consommateurs. C'est également l'industrie qui irrigue toute l'économie £ ainsi, un emploi qui se crée dans l'industrie génère trois-quatre emplois dans les services ou dans les autres secteurs de l'économie. L'industrie, c'est encore près de 3,5 millions d'emplois mais nous en avons perdu beaucoup, un million, ces dix dernières années 2002-2012. Nous avons continué à en perdre encore, moins, à partir de 2012 et c'est à partir d'aujourd'hui que nous pouvons considérer que l'industrie crée davantage d'emplois qu'elle n'en détruit.

Néanmoins, nous devons aussi considérer que l'industrie doit faire face à de nouveaux enjeux : la compétition mondiale est plus vive que jamais et elle porte sur les technologies et le numérique bouleverse les chaînes de production et les usages et la transition énergétique écologique pose de nouveaux impératifs. Alors et c'est le sens de la Nouvelle France industrielle nous devons définir et mettre en œuvre une stratégie. Cette stratégie, elle repose sur trois piliers : le premier, c'est l'investissement et c'est la seule façon de préparer l'avenir, de monter en gamme, d'innover, de former et d'être en pointe sur tous les marchés à haute valeur ajoutée. L'investissement suppose qu'il y ait des marges pour les entreprises et c'est pourquoi le gouvernement a engagé une politique de réduction des prélèvements dans le cadre du CICE, du pacte de responsabilité, qui ont donné des résultats puisque aujourd'hui l'angle de travail dans l'industrie est moins coûteux en France qu'en Allemagne. Nous avons aussi à regarder les autres coûts et même le coût de l'énergie, les coûts de fabrication et c'est pourquoi nous avons voulu, notamment dans la loi de transition énergétique, qu'il y ait des mesures spécifiques pour les industries électro-intensives. Je reviens sur l'investissement. L'investissement suppose donc des marges mais suppose aussi qu'il y ait des aventures technologiques, qu'il y ait également une demande pour y répondre. Nous avons donc mis en place le dispositif fiscal du suramortissement pour que dans cette phase de reprise, les investissements productifs puissent être stimulés. J'ai annoncé la prolongation jusqu'en 2017 de ce mécanisme et son extension aux biens numériques - nous en voyons d'ailleurs tout l'intérêt aujourd'hui. J'ai également voulu sanctuariser le crédit impôt recherche et cet avantage fiscal sur lequel nous devons insister parce qu'il est unique au monde, fait que l'Etat consacre 5 milliards d'euros de soutien aux entreprises qui sont dans la recherche et même dans l'innovation puisque nous avons, là encore, élargi ce mécanisme à l'innovation pour les PME. Nous aurions pu nous arrêter là, mais nous avons voulu engager l'industrie du futur.

L'industrie du futur vise à étendre la modernisation, au-delà même de la production, c'est-à-dire au modèle d'affaires des entreprises, à leur organisation, au design, aux modes de conception, à la commercialisation. De grandes entreprises comme des PME sont concernées et nous avons voulu qu'il y ait un financement particulier pour l'industrie du futur. Ce sera encore le cas avec le programme des investissements d'avenir, PIA 3, qui va représenter 10 milliards d'euros. Plus de la moitié de cette somme sera consacrée à l'Enseignement supérieur et à la recherche et l'autre moitié sera orientée vers la montée en gamme de nos entreprises et à l'innovation. La Banque publique d'investissement je salue ici son directeur général - accompagnera ce mouvement en poursuivant les prêts « industrie du futur » qui permettent de couvrir la partie immatérielle des projets, parce que l'investissement, ce sont des machines, c'est du numérique mais c'est aussi la partie immatérielle que nous voulons favoriser.

Ce 3e programme des investissements d'avenir comprendra également une enveloppe en fonds propre car ce que nous voulons avec Emmanuel MACRON, c'est continuer à soutenir le capital-risque, à appuyer les sociétés de projets créées en partenariat avec les industriels et accompagner l'internationalisation des entreprises. Notre volonté, c'est de pouvoir faire en sorte que les entreprises qui ont des projets - on vient d'être une fois encore émerveillés par certains d'entre eux - projets ambitieux, puissent dès leur naissance avoir l'appui nécessaire. Ce fonds sera dédié à de grands défis industriels et encouragera aussi bien l'entrepreneuriat, l'investissement que l'innovation.

Le PIA 3 fera en sorte aussi de mettre en œuvre sur le plan commercial les innovations issues des infrastructures énergétiques et urbaines et là encore nous devons accélérer la transition. La montée en gamme de nos entreprises, c'est aussi la montée en gamme des qualifications et tout l'enjeu, c'est la formation. Dès la fin de l'année, le projet « Osez l'industrie » sera lancé et ce site internet informera les jeunes, leur famille sur les métiers, les formations et les besoins de recrutement de l'industrie du futur, en liaison avec les entreprises.

Si nous ne préparons pas les métiers de demain, alors, même si nous développons des technologies ambitieuses, même s'il y a des possibilités de création d'activités et d'emplois, nous ne trouverons pas les personnels indispensables pour le développement de vos activités. Notre première ambition est donc d'investir dans tous les domaines : investir dans les technologies, investir dans le numérique, investir dans ce qu'on appelle l'immatériel, investir dans la formation

investir dans le numérique, investir dans ce qu'on appelle l'immobilier, investir dans la formation. Notre 2e pilier de cette stratégie de la Nouvelle France industrielle, est de fédérer et c'est ce que vous avez démontré. Ce n'est pas toujours facile de travailler ensemble, où que ce soit et donc il faut associer les partenaires du public comme du privé, faire en sorte que de la sphère politique au monde économique en passant par l'enseignement supérieur et la recherche, il y ait une force commune. Cette force, c'est la France et elle doit se rassembler autour de l'industrie et notamment de l'industrie du futur. C'est sous une même bannière, une même ambition que nous voulons saisir toutes les opportunités du numérique, de la transition écologique, des nouvelles technologies et forger, former une alliance, l'Alliance pour l'industrie du futur. C'est la grande alliance. C'est celle qui peut rassembler l'ensemble des forces productives, l'ensemble des partenaires aussi bien sociaux qu'économiques. Je salue le travail du Conseil national de l'industrie parce qu'il contribue, notamment pour les comités stratégiques de filières qui sont des instances indispensables, à fédérer cette mobilisation. Je veux également insister sur les pôles de compétitivité car des régions ont joué un rôle majeur : les collectivités locales se sont associées à ce processus et les pôles de compétitivité ont permis de financer un certain nombre des projets qui ont été présentés aujourd'hui.

Nous voulons aussi rassembler au-delà même de la France et notamment avec nos amis Allemands. Nous avons voulu qu'il y ait une campagne qui puisse être lancée, « Créative industrie » qui nous concerne directement et que cela ait pu être fait lors de la Foire de Hanovre - c'était Emmanuel MACRON qui était présent.

Nous voulons aussi que le salon « Industrie du futur » qui aura lieu à Villepinte en décembre prochain, réunisse tous les acteurs concernés et l'Allemagne sera l'invitée d'honneur. Nous voulons également travailler en complémentarité avec la plateforme Industrie 4.0 mise en place en Allemagne. Nous considérons que pour l'Europe, la relation entre la France et l'Allemagne est essentielle. Elle porte bien sûr sur la politique, sur les grands enjeux. Nous les connaissons : la sécurité, la protection notamment de nos frontières, la question des réfugiés que nous devons régler ensemble. La relation entre la France et l'Allemagne est essentielle pour renforcer la zone euro, mais la relation entre la France et l'Allemagne, ce n'est pas seulement sur les règles que nous devons la définir, ce n'est pas simplement sur des mécanismes, c'est sur un certain nombre de projets que nous portons en commun et que nous pouvons partager avec d'autres et notamment sur l'industrie du futur. Angela MERKEL et moi-même ou Sigmar GABRIEL avec Emmanuel MACRON, avons voulu définir un certain nombre de projets. Nous avons voulu le faire avec vous, les industriels et faire en sorte que nous puissions être autant qu'il est possible, ensemble, avec nos atouts, les uns et les autres et en ces matières de l'industrie du futur, nous en avons à faire valoir et notamment auprès de nos amis Allemands.

L'industrie du futur, c'est aussi - et c'est le 3e pilier - une capacité d'invention. C'est d'abord une industrie qui réconcilie non seulement un certain nombre de secteurs d'activité - finalement on voyait comment le textile et l'électronique pouvaient se marier - mais c'est aussi une volonté d'associer l'industrie et les services et comme il a été dit, non pas simplement d'offrir des biens, des produits, mais de véritables solutions avec des usages, avec des services, avec des réponses collaboratives. C'est pour entraîner nos entreprises dans cette dynamique que nous avons voulu regrouper la Nouvelle France industrielle, qui partait c'était avec Arnaud MONTEBOURG, cela avait été défini, - de 34 plans initiaux, nous avons décidé de les rassembler en neuf solutions et chacune correspond à un grand marché d'avenir croisant les disciplines et les secteurs.

J'ai pu, au cours de plusieurs visites, avoir à connaître de ces innovations : la Cité de l'objet connecté à Angers où les start-up coopèrent avec des PME sur les objets de demain. J'ai vu l'avion électrique faire son premier vol. Je viens de voir un satellite qui déjà est commercialisé. Nous avons pu aussi nous déplacer dans un véhicule autonome avec le concours des grands constructeurs automobiles. BULL a pu installer un supercalculateur qui consomme dix fois moins d'énergie que les autres machines et sans doute est dix fois meilleur que les précédentes. Donc nous avons déjà cette illustration et l'industrie du futur doit répondre à toutes les obligations qui vont nous être à un moment ou à un autre imposées. La première, c'est celle à laquelle nous avons nous-mêmes consentie, c'est-à-dire le défi écologique à l'occasion de la COP 21. Nous

devons réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Nous devons recycler 60% de nos déchets d'ici 2025, réinventer un modèle industriel, donner une large place à l'économie circulaire, faire monter les énergies renouvelables, provoquer une véritable révolution énergétique. Bref, voilà des domaines où l'industrie du futur doit trouver sa traduction.

L'industrie du futur, c'est aussi, comme d'ailleurs l'industrie traditionnelle, une industrie capable de prendre des risques et sur ce point, je veux avec les ministres, lancer un possible chantier de l'expérimentation. Nous pourrions dire que dans l'industrie du futur, l'expérimentation réglementaire doit être encouragée. Si je puis dire, l'industrie du futur renvoie à l'administration du futur et donc il faut imaginer ce que doivent être les réglementations de demain, celles qui ne sont pas écrites. Pour les connaître, il faut les expérimenter. Donc pour vous, c'est l'évidence £ pour l'administration, cela peut être un choc comme celui de la simplification, mais en même temps, je crois que l'administration est capable de faire valoir qu'elle peut s'adapter, non pas simplement vous accompagner mais anticiper. C'est la raison pour laquelle toutes les technologies de la Nouvelle France industrielle pourront faire l'objet de projets qui seront présentés devant le Conseil de simplification en juillet prochain pour que toutes les expérimentations qui sont possibles, puissent être mises en uvre.

Mesdames, Messieurs, j'ai bien compris ce qu'était l'enjeu de la réunion d'aujourd'hui qui est moins de faire le bilan que de regarder vers l'avenir. Cet avenir, il inquiète toujours et chaque fois qu'on présente des nouvelles technologies avec ce qu'elles bouleversent dans l'organisation de la production, il y a toujours cette même interrogation : est-ce que l'industrie du futur va permettre que notre pays puisse tenir son rang sur le plan mondial ? Je crois que vous en apportez la preuve, cela va permettre de créer autant d'emplois que nécessaire et c'est là tout ce qu'il faut dire au pays : c'est qu'à travers les nouvelles technologies, les nouveaux produits, les nouveaux usages, y compris même à travers la robotisation, il y a des grandes perspectives de créations d'emplois, que dans les usines du futur qui organiseront tout à fait différemment la production, il y a ce que déjà SCHUMPETER avait imaginé, bien sûr de la destruction, mais de la création et il y a plus de créations que de destructions. En outre, comme il y a des services, des usages, des produits, des solutions qui vont être proposés, qui vont bouleverser même la façon de vivre, il y a là une perspective d'activités et d'emplois.

Il y a une deuxième appréhension, une inquiétude chaque fois qu'il y a des changements : est-ce que cela va faire abandonner les produits traditionnels ? Est-ce que si on a maintenant d'autres enjeux pour l'usage des automobiles, on fabriquera moins d'automobiles ? Non, on continuera à fabriquer, à fabriquer encore, même si les usages sont multiples et différents et parfois partagés. Et puis il y a une autre interrogation qui est de savoir ce qu'est le progrès. Beaucoup de nos compatriotes pensent que le progrès, d'une certaine façon maintenant, est devenu inaccessible, alors que tout démontre l'inverse : progrès de la science, progrès de la technologie, progrès économiques, progrès sociaux même s'il y a des peurs et on les connaît : peur de la compétition, de la mondialisation, de la globalisation et puis aussi de ce qu'elle peut produire de négatif à travers des coûts salariaux qui sont particulièrement faibles dans certains pays, à travers des dérèglements climatiques, à travers des comportements financiers qui ne sont pas ce que l'on attend d'une économie qui devrait être transparente et saine. Même s'il y a ces appréhensions, il y a une conscience que le progrès est possible et pour illustrer ce progrès, rien de mieux que l'industrie du futur.

Depuis déjà vingt ans, tous les objets ont été obligés d'évoluer mais vous, vous inventez les nouveaux objets et les nouveaux usages de demain. Alors c'est une bataille qui est essentielle parce qu'elle est j'allais dire : éminemment politique, éminemment sociale, c'est de donner confiance dans ce qui est produit, ce qui est inventé, ce qui est imaginé. Et c'est aussi une bataille nationale. La bataille industrielle, c'est une bataille quotidienne que vous menez à l'échelle du monde pour que nous soyons parmi les meilleurs et dans beaucoup de domaines, nous sommes leaders dans le monde. C'est une bataille aussi essentielle pour que l'activité dans tous les territoires soit partagée car l'économie et l'industrie du futur, c'est aussi une possibilité

pour tous les territoires de pouvoir produire et pas simplement dans les lieux traditionnels de l'industrie ou dans les grandes métropoles. C'est aussi une démonstration de notre rayonnement dans le monde.

Parfois je suis à l'étranger, je suis le plus souvent ici mais chaque fois que je suis dans un pays où je suis invité - c'est rare d'aller dans un pays où on ne l'est pas sauf en cas d'intervention militaire mais enfin ce n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour - mais dans les pays où nous sommes accueillis, où je suis invité au nom de la France et que des industriels m'accompagnent (et vous êtes nombreux à l'avoir fait quelle que soit la taille de l'entreprise), je suis particulièrement fier de voir la technologie française reconnue. On me dit parfois - c'était le cas dans un pays récemment visité « vous êtes les meilleurs sur le plan technologique mais vous êtes parfois plus chers ». Je réponds : mais si nous sommes les meilleurs, nous sommes forcément plus chers puisque nous donnons ce qu'il y a de mieux pour la technologie (même si je sais que l'enjeu est aussi le prix). C'est très important que nous puissions tous prendre conscience que le rayonnement de la France tient à sa culture, à sa langue, à ce que nous pouvons aussi avoir comme héritage à travers les idéaux que nous défendons et tient aussi à la qualité et la force, l'excellence de l'industrie française. De ce point de vue, l'industrie du futur, c'est la France du futur. C'est vous, la France du futur et le choix que nous avons fait qui est bien sûr un choix lié à la compétition, à la nécessité de rétablir notre balance commerciale, au fait que nous devons faire plus de croissance, tout cela est une nécessité, mais ce qui compte, c'est de donner une ambition à la France, une fierté à la France et l'industrie du futur peut être cette ambition-là, cette fierté-là qui permet de rassembler au-delà même de l'industrie tout le pays.

C'est pourquoi je tenais à être avec vous ici, dans ce haut siège de l'industrie de demain. Merci.